

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Laurent WEINSTEFFER

Revue du Mois

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1904, tome 6, p. 335-339

© Abbaye de Saint-Maurice 2010

REVUE DU MOIS

L'ancien évêque d'Aix, en Provence, disait, il y a bien des années déjà, que la France ne vivait pas en République, mais en Franc-Maçonnerie ! Et il avait raison. Mais que dirait-il maintenant, au lendemain des vilaines histoires que l'indiscrétion d'un frère triplement pointu ou

pointé, comme on voudra, a fait connaître au monde civilisé? Il n'en serait pas étonné, certes; et ce qui le surprendrait par dessus tout, ce serait la stupefaction des gens qui pensaient que ce n'était pas aussi grave que ça ! On commence, ma foi, déjà à oublier cette vilaine affaire de délation, de fiches, de casserolage en grand ; et c'est dommage, car il y a en France, comme chez nous du reste, une masse de braves gens qui ont besoin d'être tenus en éveil par des spectacles poignants pour en tirer les leçons qu'ils comportent. Et qu'y a-t-il de plus poignant, de plus misérable que ce régime qui se soutient par la dénonciation et par les moyens les plus cyniques? Qu'ya-t-il de plus triste qu'un pays livré à ses pires ennemis... à ces ennemis du dedans qui ne respectent ni les souvenirs des ancêtres, ni les traditions du passé? Voyons franchement, qu'y a-t-il de plus piteux que cet avortement des immortels principes que 89 avait inscrits sur son drapeau? Une immortalité qui meurt et fait mourir les autres n'est plus une immortalité : la libre pensée, la liberté de conscience, la liberté des cultes et toutes les autres libertés, tant pronées par les adorateurs de la déesse Raison, sont compromises, mutilées et anéanties par les gens qui ne veulent supprimer notre Credo que pour mettre le leur à sa place. Et ces gens ont raison, après tout, de s'appeler quelquefois des libertaires : cela rime avec corsaires et on sait ce que ça veut dire; autrefois ça signifiait : la bourse ou la vie; aujourd'hui ça signifie : crois ou meurs. Cela ressemble au cri de rage qui souleva si souvent la poitrine des disciples du Coran qui auraient arraché la croix au front de la civilisation, s'il n'y avait pas eu des chevaliers pour la défendre et des martyrs pour lui offrir leur sang.

Allons donc ! soupirent quelques pieux libéraux, pas tant de bruit ! Pour quelques officiers dénoncés pour aller à la messe et éloignés des places réservées aux vrais républicains, il ne vaut pas la peine de crier à l'assassin ou de sonner le tocsin. Pardon ! Il ne s'agit pas tant de ces braves soldats que des principes qu'ils représentent et ces principes sont les nôtres : ils ont aidé à réformer le monde païen, ils ont établi la société sur des bases solides, et s'il y a des crevasses à l'édifice qui a été élevé sur ces bases solides, il faut revenir à l'architecte qui en a signé les plans; et cet architecte est celui-là même qui nous a transmis le nom que nous portons. Car si nous sommes chrétiens, c'est au Christ que nous le devons. La maçonnerie a juré de changer « cela », mais pas moyen d'oublier « Celui-ci ». De toute l'énergie de notre âme nous devons protester contre ce forcené qui souflette un ministre en fonction, uu homme qui est déjà presque un vieillard : Ce geste de Syveton nous déplâit, cela va de soi : mais c'est souffleter le Christ que de déclarer infâmes ceux qui le servent, et en protestant contre le ministre qui encourage l'antichristianisme, contre le ministère qui le soutient,

contre la secte qui le couvre de lauriers, nous accomplissons un acte de chrétiens; agir autrement serait uue véritable lâcheté!

M. Syveton qui a souffleté le ministre de la guerre va avoir à répondre de l'injustice de son geste intempestif: quand au général André, sans trop donner les véritables raisons de sa retraite, il a envoyé sa démission à son chef et a loué à Auteuil, aux portes de Paris, un appartement moins vaste que celui de la rue St-Dominique, mais moins exposé aux attaques de ses adversaires et d'où il pourra continuer, si le cœur lui en dit, à diriger le citoyen Bertaux qui a pris sa succession et l'armée française qui lui doit, en grande partie, les avanies dont elle a été l'objet. Pour bien des gens la disparition du général André n'est que le prélude de la chute du ministère tout entier. Ce marché qui lie M. Combes à sa majorité, M. Pelletan à son portefeuille de la marine, exige pour un certain temps encore la présence de ces illustres citoyens, à la tête de la République. Tant que la séparation des Eglises et de l'Etat ne sera pas un fait accompli, M. Combes et ses collègues ont des chances sérieuses de rester au pouvoir. A moins toutefois que le président du conseil ne se trouve lui-même fatigué de la « besogne » qu'il a faite depuis quatre ans et qu'il ne cherche un moyen détourné mais honnête (qui pourrait s'en douter ?) de quitter la barque au moment où elle pourrait bien se briser contre les écueils que la « Séparation » fera nécessairement surgir. Ne soyons donc pas catégoriques et ne nous mêlons pas de prophétiser ce qui se passera demain. Constatons seulement que l'ancien ministre de la guerre qui avait juré de ne sortir du « ministère » que les pieds devant a bel et bien pris la porte de derrière : ce n'est pas, si vous le voulez, la roche Tarpéienne ; mais cela ne ressemble pas non plus au Capitole !

Pour passer de l'arène politique sur laquelle se jouent les destinées de la France chrétienne, sur les champs de bataille arrosés du sang des Russes et des Japonais, nous voudrions au moins pouvoir constater que la lutte des deux peuples est sur le point de se terminer, mais il n'en est rien. A St-Pétersbourg comme à Tokio on ne songe guère à déposer les armes : de part et d'autre on ne cesse les hostilités que pour enterrer les morts : et la lutte reprend sans cesse avec une nouvelle ardeur. Il s'en est même fallu de bien peu que l'intervention tant redoutée d'une nation neutre, jusqu'à présent, ne devint une terrible réalité. L'amiral russe qui a fait tirer sur une équipe de pêcheurs anglais croyant y découvrir une nouvelle ruse japonaise a failli devenir la cause de l'intervention du Royaume-Uni. Il a fallu bien des pourparlers et tout un tas d'excuses pour empêcher « M. de Malbrouck » de partir en guerre. On ne touche pas impunément au drapeau britannique, et si pour cette fois, on s'est borné à des chinoiseries diplomatiques, il n'est pas dit qu'une

nouvelle « gaffe » du même genre ne fasse sauter la marmite dans laquelle mijottent les ambitions de John Bull et une foule de colères renflées. Il paraît que M. Delcassé a joué, dans cet incident, un beau rôle et qu'il a hâté par là, la signature de la convention franco-anglaise : il a même pu dire à la chambre des députés qu'en donnant ce baiser de réconciliation à l'ennemi héréditaire il avait travaillé à la paix du monde. Heureux homme qui parle au monde en arbitre et qui laisse ses alliés dans le pétrin et son pays, son propre pays, dans la plus profonde des anarchies.

Si nos lecteurs ont suivi, dans la presse, les péripéties des dernières élections italiennes ils ont dû être frappés comme nous, du résultat que les socialistes ont obtenu par le charivari et les grèves qu'ils avaient organisées quelques semaines auparavant. Ils n'ont réussi qu'à fortifier le parti gouvernemental et à se faire battre jusque dans les centres où leur agitation s'était manifestée avec le plus de violence. Contrairement à ce qui s'est passé depuis la fondation de l'unité italienne les « cléricaux » ont pris une certaine part aux élections et leur intervention sensible surtout dans les ballottes, a certainement contribué au recul du parti socialiste. Le pape n'a pas supprimé, comme on l'a dit, le — non expedit — c'est-à-dire la défense pour les catholiques de se mêler aux élections; mais il a certainement dû relâcher la sévérité de cette défense en raison des événements qui ont failli compromettre gravement les intérêts de la patrie italienne. Il est facile d'en conclure que si partout les catholiques voulaient se rendre compte de la situation qui leur est faite, tantôt par leurs abstentions, tantôt par leurs tendresses pour des partis qui ne les attirent que pour mieux les étouffer, ils finiraient par reprendre, au soleil, la place qui leur est due ou garder celles qui ne leur ont pas encore été arrachées. L'intervention du clergé ne ressemblerait plus, à tort ou à raison, à une usurpation, car lorsque les citoyens sont instruits, par l'expérience et par leurs propres réflexions de leurs droits et de leurs devoirs — de leurs devoirs avant tout — ils s'adresseraient davantage à leur conscience et n'auraient pas tant besoin — en politique du moins — des conseils et des exhortations de leurs curés. Il suffirait au clergé de poser les principes contenus dans l'Evangile (rendez à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César); car il est plus facile qu'on ne pense d'être de bons citoyens quand on tient à être de parfaits chrétiens.

C'est pour avoir pris conscience de leurs droits et de leurs devoirs que les catholiques genevois, réunis sous le nom d'indépendants, ont pu aux élections du 13 Novembre dernier, garder leurs positions. Leur députation, composée de 13 membres revient, telle qu'elle, au Grand Conseil; on n'a pas réussi à l'augmenter, mais la lutte a été vive et

lorsque dans certains milieux, une minorité arrive à se maintenir cela équivalait à une victoire et nous devons féliciter nos corréligionnaires de Genève de l'avoir gagnée. Leur programme, on le connaît : il n'a d'autre but que de contribuer à tous les progrès exigés par notre époque et s'il ambitionne, au point de vue religieux, la reconnaissance des droits violés autrefois, il l'ambitionne parce que c'est un progrès; il est bon, du reste, de constater qu'ils ne sont pas seuls à réclamer la justice qui leur revient et que le moment n'est pas éloigné où la réunion de toutes les bonnes volontés ouvrira les yeux de ceux qui reculent encore dans la reconnaissance des droits d'une partie considérable de la famille genevoise.

Les événements que nous venons de rappeler si brièvement seraient bien capables de nous faire regarder, avec confiance, vers l'avenir : tôt ou tard les violences se réparent et s'expient; mais, vraiment, il n'est jamais permis de se reposer ou d'être trop confiants ; lorsque d'un côté le règne de la force se calme et s'apaise, il recommence de l'autre ! Tandis que le Kulturkampf allemand brûle ses derniers vaisseaux, la France nous donne le spectacle d'une persécution des plus odieuses : tandis qu'à... mais, chut ! Ne lançons pas les *Echos* sur la mer démontée des orages politiques : toutes les opinions sont libres, disait un garde-champêtre de je ne sais où, pourvu qu'on se taise ; « on », c'est nous, parbleu ! nous, les petites bêtes à bon Dieu, accusés depuis des siècles de tous les crimes et coupables d'apporter, en naissant, les vices les plus honteux et d'arrêter l'humanité sur la voie du Progrès ?

L. W.